



**SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES**

Direction des Impôts des Non Résidents

Service d'Appui aux Ressources Humaines

Madame la Présidente,

Préalablement, nous vous souhaitons ainsi qu'à l'ensemble des membres de ce Comité, une bonne année 2019 pour vous –même et vos proches.

Bien évidemment, nous souhaitons que cette année 2019 sera également une bonne année pour la DGFIP et plus particulièrement pour la DINR et le SARH.

C'est particulièrement important en ce début d'une année qui voit perdurer de légitimes attentes des français, dont les fonctionnaires, dans de nombreux domaines essentiels comme la place des services publics qui sont un des socles de notre République ou le pouvoir d'achat et nous voyons que, sous différentes formes, les impôts, taxes et autres redevances sont un des aspects importants voire central de ce sujet.

Il y a le poids de ces prélèvements et il y a aussi leur utilisation car ce que ne supportent plus les français, c'est que les impôts ne servent pas l'intérêt général. Ce ne sont pas les services publics qui sont rejetés, au contraire. Ce sont les dépenses inutiles, les abus, les injustices fiscales...et ce fait que la pression fiscale est bien mal répartie entre ceux qu'on épargne et ceux qu'on taxe un max.

En ce qui nous concerne, nous sommes évidemment favorables à la réforme des fiscalités nationales et locales mais à condition qu'elles aient un sens, l'intérêt général, un objectif: permettre de mieux combattre la fraude fiscale et de nombreuses formes

d'optimisation fiscale et des moyens matériels et humains adéquats. Nous sommes également favorables à une harmonisation des fiscalités européennes et nous soutenons d'ailleurs le principe de fortes actions communes ou partagées entre la DINR, Direction de référence identifiée en matière de fiscalité internationale et les autres directions nationales et européennes

Nous sommes donc très favorables aux bonnes évolutions de notre administration lorsque c'est le cas et c'est ce qui a motivé notre soutien à la création de nos deux Directions. Cela donne d'autant plus de relief à nos réserves et nos critiques. Ainsi, il est clair que nous constatons une volonté de déstructurer notre Administration sans concertation, de détruire des pans entiers de missions, de supprimer des emplois comme jamais sans réelle analyse des besoins, par le recours à des personnels contractuels de plus en plus nombreux et non formés comme le sont les agents qui sont formés et répondent à des règles déontologiques qui fondent le Service public et que l'immixtion du privé dans la sphère publique n'augurent rien de bon pour l'État et pour les usagers malgré l'autosatisfaction affichée et bien malvenue du gouvernement et des technocrates qui doivent vivre dans un monde parallèle.

Au-delà d'une politique fiscale qui à l'évidence ne recherche pas les bons équilibres nécessaires mais est fondamentalement injuste, notre administration a aussi besoin d'une politique lisible. Ainsi, il est clair que les fakes news comme la suppression annoncée de l'exit-tax qui a ensuite été rectifiée, que les enfumages sur la taxe d'habitation, que les questions légitimes autour du prélèvement à la source, le remplacement de l'ISF par l'IFI contribuent voire sont les principales causes du climat anxigène que nous subissons en tant que citoyens et en tant que fonctionnaires.

Dans ce contexte dont le gouvernement est le principal responsable, venons-en à la situation dans nos deux Directions. Dans la lignée de ce que nous avons dit, nous apprécions les situations claires et lisibles.

Favorables à la scission, nous avons souligné que celle-ci devait être consolidée, que les moyens devaient être adaptés aux objectifs et nous militons au plus haut niveau pour une revalorisation indemnitaire.

Alors, nous constatons que si la scission a été plutôt protectrice en termes d'emplois et que les missions y compris les nouvelles sont bien identifiées, de nombreuses difficultés prévisibles dans un contexte de transition et d'intégration de nouvelles missions demeurent dans de nombreux services.

Il est nécessaire de favoriser le nécessaire dialogue entre la hiérarchie et les agents. Nous ne sommes pas pour la cogestion mais nous considérons que le meilleur moyen d'atteindre les nécessaires objectifs et de consolider les deux directions est d'établir de bons rapports de confiance et de travailler en tenant compte des compétences et de l'expérience de tous.

Nous nous souvenons que le 13 novembre dernier, la première convention de la DINR s'est tenue à Bercy et la DINR a été reconnue pour ses compétences, la lisibilité de ses missions et sa forte technicité par les usagers et par ses différents interlocuteurs.

C'est vrai dans les grandes lignes mais il est indispensable d'avoir une vision réaliste et objective des différentes situations. Les statistiques sont un aspect de la réalité mais elles sont loin d'en être le seul et la réalité vécue par les agents qui s'investissent énormément mais rencontrent de vraies difficultés attendues et même anticipées lors de formations dédiées doivent être prises en compte afin d'améliorer la situation et de permettre le soutien utile.

De même, nous insistons sur les différents modes de reconnaissance. Indemnitaires bien sûr mais aussi en termes de promotion interne et nous demandons aux deux

Directions d'agir afin que les agents des services puissent bénéficier de plus de possibilités car il y a une contradiction entre le fait d'avoir des agents de plus en plus formés, compétents et volontaires et d'avoir de moins en moins d'accès en promotions internes.

Platon disait que le sage n'est pas celui qui sait tout mais celui qui sait apprécier les choses à leur juste mesure. Pour conclure, que ce soit dans nos Directions, à la DGFIP ou d'une manière générale, nous sommes favorables à trouver les bons équilibres entre les nécessaires évolutions et l'indispensable stabilité qui est assise sur le respect réciproque. En d'autres termes, la réforme oui, la chienlit, non !

L'homme le plus heureux est celui qui fait le bonheur d'un plus grand nombre d'autres. Sans oser atteindre ces sommets définis de Diderot, nous espérons enfin que les organisations syndicales seront entendues tant par le Directeur général que par les agents car nous sommes conscients qu'il est de notre responsabilité de les représenter au mieux et d'être de nécessaires interlocuteurs crédibles.

Ce souhait de début d'année est d'autant plus fort que nous voyons actuellement ce qui se passe quand le dialogue et la confiance sont rompus et que les interlocuteurs légitimes ne sont plus entendus.

Je vous remercie.

Les représentants FO DGFIP au Comité Technique du 11 janvier 2019.